

*Questions orales*

contribuables d'économiser un demi-million de dollars par an, je n'hésiterai pas à le faire.

**Des voix:** Bravo!

## LE CONTRAT SANS APPEL D'OFFRES

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Monsieur le Président, c'est également au premier ministre que je m'adresse. Le premier ministre trouve-t-il convenable qu'un proche parent d'un ministre obtienne un contrat sans qu'il y ait eu appel d'offres?

**L'hon. Harvie Andre (ministre des Approvisionnements et Services):** Monsieur le Président, j'ai tenté à au moins cinq ou six reprises d'expliquer aux députés néo-démocrates comment fonctionnent les agences de publicité au Canada. Je répète que si nous avons choisi Lawson Murray, c'est parce que nous connaissons cette firme . . .

**Une voix:** Et comment!

**Des voix:** Bravo!

**M. Andre:** Parfaitement. Nous connaissons cette entreprise. Si nous lui faisons confiance . . .

**Des voix:** Bravo!

**M. Andre:** . . . c'est qu'elle est experte dans son domaine. Nous avons eu la preuve que nous avions fait un heureux choix quand ladite entreprise nous a permis d'économiser au moins un demi-million de dollars par année. Des contrats comme celui-là, je le répète, je n'hésiterai jamais à en signer.

## L'OBTENTION DU CONTRAT

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Monsieur le Président, c'est au premier ministre que je pose ma question supplémentaire. Le premier ministre trouve-t-il convenable qu'un proche parent d'un ministre obtienne un contrat du gouvernement sans qu'il y ait eu appel d'offres?

**L'hon. Harvie Andre (ministre des Approvisionnements et Services):** Monsieur le Président, nous tenions à ce que . . .

**M. Benjamin:** Nous voulons Brian!

**M. Andre:** Les lignes directrices indiquent . . .

**M. Deans:** Pourquoi ne laisseriez-vous pas votre patron répondre pour une fois?

**M. Andre:** C'est parce que . . .

**M. Deans:** Aurait-il peur de répondre? Craint-il la réponse?

**M. Andre:** Monsieur le Président . . .

**M. le Président:** A l'ordre, je vous prie. Si les députés veulent entendre la réponse, ils devront se taire.

**M. Andre:** En ma qualité de ministre des Approvisionnements et Services, monsieur le Président, je suis chargé d'octroyer pour quelque \$7 milliards de dollars de contrats d'achat de biens et services chaque année.

**M. Deans:** Il devrait donc vous mettre à la porte.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Andre:** En ma qualité de ministre compétent, je dois veiller au respect des lignes directrices concernant les conflits d'intérêts. Je me suis assuré en l'occurrence que ces lignes directrices étaient respectées. Je le répète, je trouve que c'est un excellent contrat. Si une aussi bonne occasion se présentait demain, je n'hésiterais pas un seul instant.

## L'ENTRETIEN DU MINISTRE

**M. John Nunziata (York-Sud-Weston):** Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre des Finances, à l'homme qui, d'après le premier ministre, est d'une grande honnêteté, d'une honnêteté irréprochable. Hier, le premier ministre a déclaré à la Chambre que les ministres doivent non seulement éviter les conflits d'intérêts mais qu'ils doivent aussi éviter de donner l'impression d'être dans une situation de conflit d'intérêts. Je voudrais demander au ministre des Finances s'il est d'accord avec lui à ce sujet et pourquoi n'a-t-il pas, après avoir discuté du contrat avec son beau-frère avant sa signature, imposé son veto sur le contrat et évité de donner la moindre impression de se trouver dans une situation de conflit d'intérêts puisqu'il est honnête.

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, mettons bien les choses au point. Le contrat a été accordé avant que je ne parle à mon beau-frère. Il m'en a parlé après avoir décroché le contrat. Il a dit que d'après lui, nous n'avions pas besoin de faire cela et que ce n'était pas rentable sur le plan financier. Je lui ai demandé conseil à ce sujet. Il a écrit à la Banque du Canada le 11 février pour lui déconseiller de le faire. Nous avons renoncé à cette transaction grâce à lui et, comme l'a dit mon collègue, nous avons économisé de \$400,000 à \$600,000 par an.

## LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

**M. John Nunziata (York-Sud-Weston):** Monsieur le Président, comment le ministre des Finances et le premier ministre peuvent-ils continuer à défendre un favoritisme politique minable alors qu'il a protesté avec véhémence contre celui-ci pendant la dernière campagne électorale? Soyons francs avec les Canadiens. Étant donné que le contrat a été adjugé au beau-frère du ministre des Finances, le premier ministre ne pourrait-il pas admettre qu'il y a apparence de conflit d'intérêts, un petit peu du moins?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, j'ai remarqué un jour que le député était d'une part considéré comme un membre de la cabale des libéraux et par ailleurs qu'il avait souvent mis le chef du parti libéral dans l'embarras. Je constate que pour une fois, le *Toronto Star* avait raison sur les deux plans.

**Des voix:** Bravo!